



EN DIRECT

DU COMITÉ CENTRAL D'ENTREPRISE Enedis

CCE DU 20 AVRIL 2017 DÉCLARATION LIMINAIRE

Le 1^{er} mai aura cette année une résonance particulière puisqu'il se place entre les deux tours de l'élection présidentielle.

Rassurez-vous, il n'est pas dans notre intention d'appeler ici à voter tel ou tel candidat. Cela fait longtemps que la CGT ne donne plus de consigne de vote.

Pour autant, la CGT est attentive au fait politique et ne peut passer cet événement sous silence tant l'enjeu de cette élection est crucial pour l'avenir de notre pays et de ses citoyens.

La CGT est donc active dans cette campagne, interpelle les candidats sur les attentes des salariés, informe et se prononce aussi sur le bien-fondé des propositions émises par les candidats.

C'est ainsi que la CGT affirme son opposition au vote d'extrême droite.

L'habillage social de son discours est patent... Mais chacun doit s'interroger sur la sincérité de ces positionnements dans un mouvement qui fait le grand écart entre des positions d'inspiration socialiste et un ultralibéralisme originel.

C'est la classe dominante qui fait le jeu de l'extrême droite, en imposant depuis des années des sacrifices au plus grand nombre pour préserver ses intérêts et privilèges... Et qui, après, a beau jeu de glapir et de pousser des cris d'orfraie en appelant au vote républicain.

Pendant ce temps-là, les citoyens assistent au spectacle d'une certaine classe politique incapable, corrompue et hypocrite... Ces responsables politiques qui prônent toujours plus d'efforts pour les autres mais s'affranchissent, eux et leurs proches, de toutes règles et morale en s'appropriant l'argent public.

Face à ces comportements, il est donc de notre rôle d'attirer l'attention des salariés sur les conséquences de leur choix : **il n'y a rien de bon à attendre du côté des candidats qui entendent poursuivre et amplifier les politiques d'austérité et le dumping social pour enrichir toujours plus la finance et le patronat.**

La démocratie sociale libérale expérimentée depuis 5 ans n'est pas un horizon crédible, pas plus que la pseudo-nouveauté que représenterait le syncrétisme entre le centrisme démocrate chrétien et le libéralisme social.



➤ **Comment pourrait-on valider ceux qui ont inscrit dans leur programme la fin de notre régime spécial de retraite**, sans même passer par la case du débat démocratique, par simple ordonnance ?

➤ **Comment pourrait-on adhérer aux propositions** qui visent à réduire encore la représentation des salariés dans l'entreprise ?

➤ **Comment valider l'objectif d'allonger le temps de travail** ou d'augmenter encore la flexibilité ?

Et on pourrait multiplier les exemples de toutes ces régressions qui sont au programme de certains candidats, de la casse de la Sécurité sociale jusqu'au démantèlement des services publics ou de notre système de santé...

En réponse à ces attaques frontales, il est donc logique et souhaitable d'attendre des salariés un vote conforme à leurs intérêts et revendications, porteur de progrès social et économique. Un vote qui prolonge aussi les revendications portées dans notre entreprise.

Au contraire, il semblerait que pour certains les « pires » programmes sont ceux qui offrent des perspectives de progrès social ! À méditer...

Un certain responsable syndical, dit « réformiste » et une certaine ex-responsable de la même organisation recyclée depuis comme dirigeante d'une officine du MEDEF ont même été appelés à la rescousse pour dénoncer le vote pour un candidat qu'ils estiment « totalitaire ». Les gardiens du Temple Libéral nous referaient presque le coup de 1981 quand les chars soviétiques devaient parader sur les Champs-Élysées !

Bref, tout est dit et chacun peut en tirer les conclusions qui s'imposent : **quand ces gens-là agitent des hochets pour faire peur, n'indiquent-ils pas finalement la voie à suivre ? Comme des sortes de boussoles inversées !**

C'est pour toutes ces raisons que notre appel à un vote massif pour une politique de progrès social est nécessaire...

Pour autant, au-delà du vote dont nous tirerons toutes les conséquences, il faudra continuer à nous faire entendre sur le front social. C'est l'intensité qui sera à moduler, pas le principe d'action.

C'est bien de cette manière que les salariés d'ENEDIS, avec la seule CGT, ont obtenu des mesures significatives suite aux mouvements des dernières semaines. La direction doit néanmoins acter que ces mesures ne valent pas solde de tout compte, tant l'écart reste grand avec la revendication initiale sur les salaires et au vu de l'état d'exaspération des salariés.

La direction doit donc considérer qu'il serait dangereux de profiter des incertitudes politiques actuelles pour se complaire dans l'immobilisme.

Non seulement les mesures annoncées suite au conflit doivent être déclinées rapidement dans les unités, et d'abord utilisées à destination des salariés inscrits dans les luttes, mais elles doivent s'accompagner d'une réelle volonté de négocier sur les cahiers revendicatifs locaux. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas partout, et nous entendons même des discours locaux qui réfutent les décisions nationales ou cherchent à les contourner.

La multiplication des provocations, une fois de plus, n'est pas de nature à assainir le climat social et la direction doit agir vigoureusement. Et soyons clairs, il ne s'agit pas uniquement de répondre de manière ponctuelle et sous la pression des actions du personnel, mais bien d'inscrire la réponse aux attentes des salariés dans le cadre d'une relation sociale construite dans la durée.

À défaut, la direction portera seule la responsabilité de nouvelles mobilisations.



C'est pour toutes ces raisons, pour peser à la fois au niveau global et au niveau local, dans notre entreprise, que les salariés doivent s'approprier ce 1^{er} mai pour lui donner cette résonance particulière que nous évoquions au début de notre déclaration.

C'est le sens de la motion adoptée suite au 6^e Congrès de la FNME-CGT : les salariés resteront mobilisés pour faire aboutir leurs revendications et pour l'intérêt général, quelle que soit la composition de la représentation nationale qui sortira des urnes.

